ENGAGÉ-ES POUR LA FONCTION PUBLIQUE

CSA Inter Régional Grand Nord

ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2022

Le Comité Social d'Administration inter-régional Grand Nord

C'est l'instance de dialogue social compétente au niveau inter-régional.

Le CSA est compétent sur l'organisation et le fonctionnement des services.

Il concerne tous les agents de la PJJ exerçant leurs fonctions au sein de la DIR Grand Nord (Nord, Pas de Calais, Somme, Aisne et Oise).

VOTER POUR LE SNPES-PJJ FSU c'est voter pour:

- **Un syndicat qui représente et défend tous les agents**, titulaires et contractuel.le.s, syndiqué.es et non syndiqué.es.
- Un syndicat ***en faveur d'une Justice des mineurs humaniste***, émancipatrice, ***respectueuse des droits et libertés*** des publics accompagnés
- ***Un syndicat multicatégoriel*** qui défend la pluridisciplinarité dans toutes les équipes, éloigné des visions corporatistes

Le **SNPES-PJJ/FSU** est présent dans tous les territoires du Grand-Nord. Avec des militant.e.s issu.e.s de différents corps de métier, et exerçant dans tous les types de structures, il porte partout la parole des agents, auprès de toutes les instances de dialogue social.

Nos militant.e.s font de ces instances de dialogue social des lieux d'expression des difficultés des agents et des collectifs de travail, sans cesse malmenés par une PJJ qui accorde désormais plus d'importances aux logiques de chiffre et d'affichage, plutôt qu'à la qualité du travail éducatif et du service offert aux jeunes et à leurs familles, au prix d'une souffrance toujours grandissante des agents sur les terrains

Le **SNPES-PJJ/FSU** a souvent concentré ses interventions sur la mise en place du CJPM et du bloc peines, sur les conditions de travail, dénonçant notamment la vacuité des plans de prévention des risques psycho-sociaux mis en place sans effet réel. La PJJ continue d'imposer des choix budgétaires au profit des structures d'enfermement, et de mener une politique managériale souvent maltraitante et autoritaire, organisée notamment autour de la mise en concurrence des professionnels via les primes au mérite (CIA) et les évaluations (CREP).

À chaque fois, le **SNPES-PJJ/FSU** a rappelé la réalité de travail des éducateurs, des psychologues, des ASS, des professeurs techniques, des adjoint.es administratif.ves et techniques, des cadres. Nos élu.e.s ont toujours défendu la pluridisciplinarité des interventions, et le respect de normes de travail compatibles avec un accompagnement de qualité. Sur le champ de l'insertion, nous avons défendu l'importance de la formation pré-professionnelle dispensée par les UEAJ, notamment en défendant sans relâche la place et le statut des professeurs techniques, menacés de disparition.

Nous avons également dénoncé avec force le délaissement dans lequel vivotent les hébergements du Grand-Nord. Sans donner les moyens nécessaires à leur fonctionnement, la DIR a ensuite beau jeu d'en constater les dysfonctionnements et de les fermer, définitivement et/ou provisoirement.

Le **SNPES-PJJ/FSU** est intervenu sur de nombreux autres sujets : l'égalité femmes-hommes à la PJJ et la disparité dans les progressions de carrières, la formation continue et sa désorganisation récurrente, la surcharge de travail des adjoint.es administratif.ves, le mal être au travail des professionnels, le statut des RUEs, le harcèlement au travail et l'accompagnement des agents victimes, la gestion souvent calamiteuse des collègues contractuel.le.s, l'augmentation importante du nombre de mineur.e.s détenu.e.s, ou encore dernièrement la question des « oublié.e.s du CTI ».

Par dizaines enfin, nous avons accompagné individuellement des agents qui en faisaient la demande.

Les sections départementales du **SNPES-PJJ/FSU** Grand nord, ainsi que les représentant.e.s région.ales.aux, continueront de se mobiliser au plus près des équipes et des agents, pour défendre nos droits, un travail éducatif de qualité et des moyens ambitieux pour la PJJ.

Voter pour la liste du **SNPES-PJJ/FSU** au CSA Grand-Nord, c'est faire le choix d'un syndicalisme de terrain, au plus près des agents, pour défendre ses droits et la priorité à l'éducation à la PJJ.

Nos candidat.e.s :

DROUHIN Claire	Educatrice UEMO Amiens est
GILBERT Jérôme	CSE UEMO Lens
CARON Christophe	CSE UEMO Arras ouest
GILBERT Audrey	Educatrice UEMO Hénin Beaumont
VICAINE Julien	Educateur UEMO Amiens ouest
ROUILLARD Ludivine	Psychologue STEMO Béthune
TAMBOISE-LENGLET Marion	Educatrice UEMO Amiens ouest
DEMAILLY Céline	Educatrice UEMO Béthune
JURASIK-FADEL Houdam	Psychologue CEF Beauvais
PROUVEZ Xavier	CADEC UEHC Saint-Martin-les-Boulogne
DAVID Audrey	Educatrice UEMO Saint Omer
ZOLENDZEWSKI Benoit	Educateur UEHC Lille
GUFFROY Richard	CSE CEF Liévin
DEVAUX-KARZAZI François	CSE UEMO Amiens ouest
KIDOUCHE Rachid	Educateur UEAJ Beauvais
DUMEIGE Manon	Assistante de service social UEMO Amiens est
LECOCQ Christelle	Educatrice UEHC Amiens
MISTRAL Stéphanie	Adjointe administrative UEHC Béthune
WATTE Stéphane	Educateur CEF Bruay la Buissière
CHRETIEN Gabriel	Educateur UEMO Saint Quentin